

sondages, il ne vit pas dans le monde. Il se demande si la population est confiante. S'il regarde les sondages, 70 ou 77 p. 100 de la population n'a plus confiance à ce premier ministre. Réveillez-vous, mon cher monsieur. Atterrissez. Vous êtes au Canada ici, à Ottawa, à la Chambre des communes. Lisez et vous allez voir que ce que je vous dis, ce sont aussi des milliers de Canadiens qui disent qu'ils n'ont plus confiance. Pourquoi disent-ils qu'ils n'ont plus confiance? Parce que le député qui vient de parler a été complice avec son premier ministre de vouloir voler et désindexer les pensions de sécurité de la vieillesse alors que lui aussi, le député qui vient de parler, complice, avec son premier ministre, leur avaient promis le contraire. Le député qui vient de parler était avec moi au comité sur le Livre bleu. Le député a été complice pour permettre la désindexation des allocations familiales, le vol pur et simple de l'argent sur l'abolition de l'indexation, de moins 3 p. 100 de l'indexation des allocations familiales, pour que cela réduise le déficit. La population n'a plus confiance en ce député parce que lui, il était à ce comité qui a voté en faveur de ce gouvernement, qui a écrit en noir sur blanc, si le député se rappelle, que l'argent épargné ne devait pas servir à réduire le déficit et le ministre a dit le contraire. Pourquoi la population n'a-t-elle pas confiance? Parce que c'est ce gouvernement qui contrairement à ce qu'il avait promis, contrairement à ce qu'il avait dit, a décidé d'imposer une taxe sur les médicaments. C'est ce gouvernement qui a décidé d'imposer une taxe sur les bonbons, sur la nourriture pour enfants, sur les «liqueurs». Après tout ce que ce gouvernement a fait, s'attaquer à l'ensemble de la population avec la complicité et l'appui de ce député, ce député se lève à la Chambre, puis il se vante qu'il est fier d'avoir voté pour avoir remboursé les gens qui avaient 60 000 \$ ou plus en banque. Ce même député se lève parce qu'il a des amis, des «chums» qui profitent de l'exemption de gains en capital. Il se demande comment il se fait que la population ne les *trust* plus! Le député arrive dans un nuage et dit: «Ben, ça va ben chez nous!» C'est certain que ça va bien. S'il parle seulement à ses collègues conservateurs, s'il se tient à *Bay Street*... Cela va très bien pour ces gens-là, Madame la Marquise. On fait de l'argent comme de l'eau. Mais c'est le monde de sa circonscription qui trouve que pour son député, cela va moins bien. Ce sont les gens de sa circonscription qui trouvent que le député a fait le contraire de ce qu'il a dit. Et quelqu'un, sur le plan intellectuel, qui fait le contraire de ce qu'il dit, ne fait pas carrière trop longtemps en politique.

Et si les libéraux, antérieurement, ont fait des mauvaises choses, on l'a vu aux dernières élections, on s'est fait battre. Mais c'est ce qui va vous arriver si vous continuez. Et nous, vu qu'on veut réparer et faire de meilleures choses, c'est pour cela que dans les sondages, on est numéro un.

Alors, monsieur le Président, je pense bien avoir répondu à la question du député et si jamais il ne se rappelle pas, le Livre bleu, en janvier 1985, je l'ai ici, je ne m'en cache pas. Jack Epp, c'est bien le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social chez vous. Pour moi, c'est le ministre de l'injustice sociale au Canada. Et c'est écrit en noir sur blanc que les sommes d'argent, et je ne vous raconte pas de mensonges, c'est la vérité que je vous dis... C'est cela la différence entre un libéral et un conservateur. On a les preuves à l'appui de ce qu'on dit. Ce ne sont pas des paroles en l'air. C'est mentionné que les

### Les subsides

sommes d'argent épargnées ne serviront pas pour réduire le déficit. Elles vont être transmises pour les personnes les plus pauvres. Mais ce n'est pas cela qui est arrivé. Un milliard, six cent millions de dollars ont été volés dans les poches de chaque famille au Canada qui a des enfants. Un milliard, six cent millions de dollars ont été volés par ce gouvernement, en complicité, surtout avec ce député, parce qu'il était à ce comité. La seule chose dont je vous félicite, cela a été pour les enfants disparus, et là, vous avez travaillé avec un peu de bon sens pour empêcher votre gouvernement de faire un autre scandale à l'endroit de ces gens-là. Mais au niveau des allocations familiales, vous avez contribué à tromper franchement, sincèrement et honnêtement la population et si vous voulez d'autres preuves, je vais vous donner le Livre bleu, si vous l'avez perdu. C'est écrit en noir sur blanc que votre gouvernement a trompé la population.

● (1650)

### [Traduction]

**M. Schellenberg:** Monsieur le Président, en commençant son discours le député a déclaré que les personnes qui seraient les plus touchées par la réforme fiscale, selon lui, seraient celles qui nous regardent à la télévision: les personnes âgées, les salariés moyens et les enfants. J'ai failli pleurer. L'idée me paraissait affreuse. Puis, tout à coup, je me suis rappelé que ce serait justement ces mêmes personnes qui profiteraient de l'essentiel de cette réforme fiscale.

Alors, je me suis souvenu que ce même député appartenait au précédent gouvernement libéral et, si je me souviens bien, en 1968, lorsque le très hon. Pierre Trudeau, qui venait de sortir d'hibernation, est devenu premier ministre, le Canada avait un surplus de 600 millions. En quelques années, sous la direction de l'actuel chef du parti libéral, le député de Vancouver Quadra (M. Turner), alors ministre des Finances, nous commençâmes à accuser un déficit croissant: 12 milliards, 20 milliards, 32 milliards et, finalement, 37 milliards lorsque nous avons pris le pouvoir. Il commence maintenant à diminuer.

Lorsque le député appartenait à la majorité, a-t-il parlé avec autant de fougue qu'il le fait maintenant en faveur des personnes âgées, des enfants et des salariés moyens? Ou appartient-il à cet héritage libéral avec lequel nous vivons?

### [Français]

**M. Malépart:** Monsieur le Président, je ne sais pas si avant 1979 le député était ici. Je ne sais pas s'il lisait les journaux ou bien s'il s'occupait, comme les autres, de faire de l'argent strictement. Mais j'aimerais lui dire que lorsque le gouvernement libéral faisait des déficits, c'était pour aider des gens. Contrairement à la philosophie conservatrice, vous voulez faire des déficits, mais pour aider les riches, alors que nous, je me souviens, dans des périodes difficiles, nous étions pour des programmes de l'article 38. L'article 38, le député, il ne connaît sûrement pas cela, parce que ce n'est pas pour aider les riches, c'est pour aider les travailleurs réguliers à revenus moyens. Je suis persuadé qu'il ne sait pas ce que c'est. Lorsqu'une entreprise était en difficulté, plutôt que de mettre les plus jeunes à pied, on acceptait, en fonction du programme de l'article 38, que ces gens-là se partagent le temps du travail. Qu'ils travaillent 3 jours, 2 jours, sur l'assurance-chômage, pour éviter qu'il y ait des mises à pied pour tout le monde.